ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 31 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", a donné le 3 avril 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

DE RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 maart 1987 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende toekenning aan sommige personeel leden van de land-, lucht- en zeemacht en de medische dienst van een toelage voor bijkomende prestaties", heeft op 3 april 1987 het volgend advies gegeven

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Le projet tend en réalité à accorder deux catégories d'allocations complémentaires aux militaires; la première est justifiée par l'accomplissement de prestations supplémentaires, la seconde par des prestations qui, sans être supplémentaires, présentent un caractère particulièrement assujettissant.

L'intitulé suivant est dès lors proposé :

"Arrêté royal réglant l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires (1) des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical".

PREAMBULE.

Les articles 62 et 63 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, concernent les officiers de réserve qui, aux termes de l'article 1er de l'arrêté en projet, sont exclus du champ d'application de celui-ci. Ceci ne justifie pas que la loi du 1er mars 1958 soit visée au préambule.

L'alinéa 1er du préambule doit, dès lors, être omis.

---

(1) Cf. le libellé de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires.

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Dans la phrase introductive, l'expression "aux militaires appointés" doit être évitée car elle n'est plus reproduite dans les dispositions légales et réglementaires qui, depuis 1980, règlent les droits pécuniaires des militaires (loi du 19 décembre 1980 et arrêté royal du 23 novembre 1982).

La même observation vaut pour l'article 2.

2. Le 7° appelle l'observation suivante. Soit le personnel visé n'est pas militaire, et alors les mots "et du personnel mis à leur disposition" doivent être omis. Soit le personnel visé est militaire, auquel cas il s'indique de le préciser dans le texte.

3. De l'accord du délégué du Ministre, le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Le présent arrêté s'applique aux militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, qui bénéficient d'un traitement, à l'exclusion :

1° ... (comme au projet);

2° ... (comme au projet);

3° ... (comme au projet);

.../...

4° des militaires qui, engagés ou rengagés depuis moins de trois mois, se trouvent en période de formation de base;

5° ... (comme au projet, sauf à écrire "ou dans un centre de formation");

6° ... (comme au projet);

7° (à rédiger en tenant compte de l'observation ci-avant);

8° ... (comme au projet);

9° des militaires des autres forces armées désignés pour faire du service à la gendarmerie en exécution de l'article 70bis de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et qui bénéficient de l'allocation prévue par l'arrêté royal du 5 juin 1975 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel de la gendarmerie".

Article 2.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 2.-

Une allocation pour prestations supplémentaires est accordée aux militaires en raison des prestations qui sont étrangères aux fonctions auxquelles ils sont affectés et qui exigent une présence ininterrompue de vingt-quatre heures au moins au lieu de leur mission".

.../...

Articles 3 à 5.

Il ressort des explications du délégué du Ministre que l'article 4 du projet a pour objet de prévoir l'octroi d'une seconde catégorie d'allocations complémentaires, octroi subordonné à des conditions spécifiques, différentes de celles que met l'article 2 du projet à l'octroi d'allocations pour prestations supplémentaires.

Les prestations visées à l'article 4 du projet peuvent, à la différence des prestations supplémentaires, être liées à la fonction ou ne pas exiger une présence ininterrompue de vingt-quatre heures, mais doivent présenter un caractère particulièrement assujettissant qui justifie l'octroi d'une allocation complémentaire. Le texte doit traduire cette intention.

Selon le délégué du Ministre, l'article 5, alinéa 2, du projet n'a trait qu'à l'hypothèse des prestations assujettissantes; cette disposition devrait dès lors figurer dans l'article relatif à celles-ci.

Les dispositions contenues dans les articles 3 à 5 devraient être ordonnées comme suit :

- L'article 3 devrait contenir les règles applicables à l'octroi d'une allocation complémentaire pour des prestations qui, sans répondre aux conditions fixées par l'article 2 du projet, présentent, selon les termes du projet, une certaine "intensité" ou "un caractère particulier" (article 4 et article 5, alinéa 2, du projet.

.../...

- L'article 4 devrait regrouper les règles relatives à la détermination des prestations qui donnent lieu au paiement d'une allocation complémentaire et celles relatives à la fixation du montant de celle-ci (article 3, §§ 1er et 2, et article 5, alinéa 1er, du projet).

De l'accord du délégué du Ministre, le texte suivant est proposé :

"Article 3.

Le Ministre de la Défense nationale peut accorder également une allocation pour des prestations dont il reconnaît le caractère particulièrement assujettissant.

L'allocation prévue à l'alinéa 1er n'est due que dans la mesure où les prestations visées atteignent au moins une durée ininterrompue de dix heures par jour et une durée de vingt-quatre heures par mois de calendrier.

Article 4.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale détermine avec l'accord du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique :

1° les prestations prises en considération pour l'application du présent arrêté;

2° le montant des allocations en fonction de la nature et de la durée des prestations, dans la limite prévue au paragraphe 2.

§ 2. Le montant des allocations visées aux articles 2 et 3 est fixé par période de vingt-quatre heures entre un minimum de 0,5/1850 et un maximum de 5/1850 du traitement annuel brut.

Le traitement annuel brut à prendre en considération est celui qui a servi au calcul de la rémunération du mois au cours duquel la prestation a été effectuée.

La prestation ininterrompue chevauchant deux mois est présumée avoir été effectuée au cours du premier mois".

Article 6.

L'article autorise le Ministre, sans conditions particulières, à accorder des allocations à des catégories de militaires pourtant exclus par l'article 1er.

Il ne s'agit ni du taux ni des règles d'octroi des allocations, mais de la désignation des bénéficiaires. Or l'article 5 de la loi du 19 décembre 1980 précitée n'autorise pas le Roi à déléguer au Ministre le pouvoir de déterminer les catégories de militaires qui bénéficient des allocations.

L'article 6 doit dès lors être omis.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het ontwerp heeft in werkelijkheid tot doel aan de militairen twee soorten van aanvullende toelagen toe te kennen; de reden die voor de eerste toelage wordt opgegeven is het verrichten van bijkomende prestaties terwijl de tweede wordt gerechtvaardigd door prestaties die weliswaar niet neerkomen op overwerk doch bijzonder veeleisend zijn.

Derhalve wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot regeling van de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen (1) van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst".

AANHEF.

De artikelen 62 en 63 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, hebben betrekking op de reserveofficieren die, luidens artikel 1 van het ontworpen besluit, worden uitgesloten van de werkingssfeer van dat besluit. Dat wettigt niet dat in de aanhef naar de wet van 1 maart 1958 wordt verwezen.

Het eerste lid van de aanhef moet dan ook vervallen.

.../...

---

(1) Cfr. de formulering van artikel 5 van de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. In de volzin die het artikel inleidt, moet de uitdrukking "op de weddetrekkende militairen" worden vermeden; zij komt immers niet meer voor in de wets- en verordeningsbepalingen, die sinds 1980 de geldelijke rechten van de militairen regelen (wet van 19 december 1980 en koninklijk besluit van 23 november 1982).

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2.

2. Bij de tekst onder 7° is de volgende opmerking te maken. Ofwel zijn de bedoelde personeelsleden geen militairen en dan moeten de woorden "en het personeel dat te hunner beschikking wordt gesteld" worden weggelaten. Ofwel zijn de bedoelde personeelsleden wel militairen, en in dat geval dient de tekst te worden gepreciseerd.

3. De volgende tekst wordt voorgesteld. De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

"Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op de militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst die een wedde genieten, met uitsluiting van :

1° ... (zoals in het ontwerp);

2° de militairen die een wederdienstneming aangaan met toepassing van ... (voorts zoals in het ontwerp);

.../...

3° ... (zoals in het ontwerp, maar men schrijve "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van");

4° ... de militairen die sedert minder dan drie maanden een dienstneming of een wederdienstneming hebben aangegaan en hun basisopleiding krijgen;

5° ... (zoals in het ontwerp, maar men schrijve "of in een opleidingscentrum");

6° ... (zoals in het ontwerp);

7° (te redigeren met inachtneming van bovenstaande opmerking);

8° ... (zoals in het ontwerp);

9° de militairen van de andere krijgsmachtdelen die zijn aangewezen om dienst te doen bij de rijkswacht ter uitvoering van artikel 70bis van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en die de toelage genieten, welke is vastgesteld door het koninklijk besluit van 5 juni 1975 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de rijkswacht van een toelage voor bijkomende prestaties".

Artikel 2.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

Een toelage voor bijkomende prestaties wordt aan de militairen verleend wegens prestaties die buiten verband staan met de functie waarvoor zij zijn aangesteld en die een ononderbroken aanwezigheid van ten minste vierentwintig uur op de plaats van hun opdracht vereisen".

/

Artikelen 3 tot 5.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de Minister blijkt dat artikel 4 van het ontwerp tot doel heeft te voorzien in de toekenning van een tweede categorie van aanvullende toelagen waarvoor bijzondere voorwaarden zijn gesteld die verschillen van die welke artikel 2 van het ontwerp oplegt voor de toekenning van toelagen voor bijkomende prestaties.

De in artikel 4 van het ontwerp bedoelde prestaties mogen, in tegenstelling tot de bijkomende prestaties, in verband staan met de uitgeoefende functie of hoeven niet gepaard te gaan met een ononderbroken aanwezigheid van vierentwintig uur; zij moeten echter bijzonder veeleisend zijn zodat zij de toekenning van een aanvullende toelage rechtvaardigen. Deze bedoeling moet in de tekst tot uiting komen.

Volgens de gemachtigde van de Minister heeft artikel 5, tweede lid, van het ontwerp alleen betrekking op het geval van de veeleisende prestaties; deze bepaling zou dan ook in het daarop betrekking hebbende artikel moeten worden opgenomen.

De in de artikelen 3 tot 5 vervatte bepalingen zouden als volgt moeten worden geordend;

- Artikel 3 zou de regels moeten bevatten die van toepassing zijn op de toekenning van een aanvullende toelage voor prestaties die weliswaar niet aan de door artikel 2 van het ontwerp gestelde voorwaarden beantwoorden doch waarmee, volgens de bewoordingen van het ontwerp, enige "intensiteit" gepaard gaat of die van een "bijzondere aard" zijn (artikelen 4 en 5, tweede lid, van het ontwerp).

- In artikel 4 zouden de regels moeten komen die betrekking hebben op het bepalen van de prestaties die aanleiding geven tot betaling van een aanvullende toelage en die welke betrekking hebben op het vaststellen van het bedrag ervan (artikel 3, §§ 1 en 2, en artikel 5, eerste lid, van het ontwerp).

De volgende tekst, waarmee de gemachtigde van de Minister het eens is, wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging kan ook een toelage toekennen voor prestaties waarvan hij erkent dat ze bijzonder veeleisend zijn.

De in het eerste lid bedoelde toelage is alleen verschuldigd in zoverre de bedoelde prestaties ten minste tien uur per dag, zonder onderbreking, en ten minste vierentwintig uur per kalendermaand omvatten.

Artikel 4.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging bepaalt met instemming van de Minister van Begroting en van de Minister van Openbaar Ambt :

1° de prestaties die in aanmerking komen voor de toepassing van dit besluit;

2° het bedrag van de toelagen volgens de aard en de duur van de prestaties, binnen de grenzen bepaald in paragraaf 2.

§ 2. Het bedrag van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde toelagen wordt vastgesteld per etmaal, tussen minimum 0,5/1850 en maximum 5/1850 van de brutojaarwedde.

.../...

De brutojaarwedde die in aanmerking moet worden genomen is die welke heeft gediend voor het berekenen van de bezoldiging voor de maand tijdens welke de prestatie is verricht.

De ononderbroken prestatie die twee maanden overlapt, wordt verondersteld te zijn verricht in de eerste maand".

Artikel 6.

Het artikel machtigt de Minister, zonder dat het bijzondere voorwaarden stelt, om aan categorieën van militairen, ook al zijn die door artikel 1 uitgesloten, toelagen te verlenen.

Het gaat niet om het bedrag van de toelagen noch om de regels inzake de toekenning ervan, maar om de aanwijzing van de gerechtigden. Artikel 5 van de voormelde wet van 19 december 1980 machtigt de Koning evenwel niet om aan de Minister de bevoegdheid op te dragen om te bepalen welke categorieën van militairen voor de toelagen in aanmerking komen.

Artikel 6 moet derhalve vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, adjunct-auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J. LIGOT.